



L'ambition du collectif, la force de notre engagement

En partenariat avec **GATE 17®**

## Les prérogatives environnementales des membres du CSE

*Dans les entreprises de plus de 50 salariés, les consultations du CSE devront également porter sur les conséquences environnementales des décisions de l'employeur.*

### **Les objectifs, la maîtrise des prérogative environnementales du CSE**

- Connaître les conséquences des différents secteurs d'activité sur le climat et l'environnement
- Comprendre les impacts de la transition écologique sur l'emploi, les métiers, la pérennité des modèles de production
- Maîtriser les attributions juridiques et les leviers d'action du CSE en matière environnementale
- Donner une véritable dimension environnementale au sein du dialogue social de son entreprise

### **Notre mission, vous garantir la solution la mieux adaptée à votre demande**

- Vous informer
- Vous accompagner dans votre rôle de représentant des salariés
- Vous aider à renforcer vos moyens d'action

### **Nos atouts, des compétences qui donnent du relief à votre démarche**

Depuis 2005, notre équipe pluridisciplinaire intervient, auprès des représentants du personnel, sur les aspects économiques, financiers, sociaux et organisationnels de l'entreprise.

### **Les + de cette formation**

- Cette formation innovante et interactive est essentielle pour incarner correctement les attentes croissantes des salariés en matière environnementale
- Elle permet d'acquérir la connaissance des leviers juridiques et pratiques à utiliser pour anticiper l'impact de la transition écologique sur l'emploi, les métiers ou l'évolution d'activité de votre entreprise
- La pertinence d'implication des élus du CSE sur ces enjeux est souvent mise en doute, venez apprendre comment asseoir votre légitimité

## Le Programme

### Introduction et tour de table

- Les conséquences climatiques et environnementales des différents secteurs d'activité : atelier participatif basé sur les données du dernier rapport du GIEC, de l'ADEME et du Ministère de la transition écologique
- Les rapports du GIEC, de l'ADEME et du Ministère de la transition écologique

### Droit social et environnement

- Droit de l'environnement et dialogue social dans l'Histoire
- Convergence des enjeux de justice sociale et de transition écologique
- Définition du dialogue environnemental en entreprise

### Le contexte actuel

- Cadre légal et grands principes de la responsabilité environnementale des entreprises (RSE)
- Norme ISO 26000 vs Objectifs de développement durable de l'ONU
- Impact de la transition écologique sur l'emploi, les métiers, la pérennité des modèles de production

### Renforcer sa légitimité

- Incitations à l'action en entreprise (attentes des consommateurs, des salariés et autres parties prenantes)
- Incitations à l'implication des salariés et leurs représentants sur ces enjeux (sources institutionnelles et privées)
- Intérêt du dialogue entre parties prenantes concernées

### Périmètre juridique et commission environnementale

- Prérogatives juridiques des élus en matière environnementale
- Informations / Consultations / Négociations possibles
- Mise en place d'une commission environnementale facultative au sein du CSE

### Les leviers d'action

- Agir auprès de la direction
- Agir auprès des salariés

### Modèle de lettre de départ en formation

#### Congé de formation économique des élus du Comité Social et Économique.

Date : .....

Madame la Directrice, Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous demander l'autorisation de m'absenter du ... / ... / ... au ... / ... / ... pour participer à une formation économique pour les élus du CSE, en application de l'article L.2315-63 du Code du Travail.

Ce stage de formation est organisé par Callentis agréé sous le numéro 2014252-0010 et se déroulera à .....  
Je vous fournirai à mon retour une attestation de présence au stage.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, Monsieur le Directeur, mes salutations respectueuses.

Signature

Callentis Formation est enregistré sous le n° 11 75 51353 75 et agréé pour la formation économique des élus sous le n° 2014252-0010 auprès de la Préfecture de la région Ile-de-France

**GATE 17®**

